

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 21 au 27 avril 2026

### Sommaire

**Le chiffre de la semaine : l'inflation .....2**

**Le graphique de la semaine .....2**

**En bref .....3**

**Actualités macroéconomiques .....3**

CONJONCTURE..... 3

FINANCES PUBLIQUES..... 4

MARCHE DU TRAVAIL..... 5

**Actualités commerce et investissement .....5**

COMMERCE ..... 5

SANCTIONS..... 6

**Actualités financières .....6**

REGLEMENTATION FINANCIERE ..... 6

MARCHES FINANCIERS..... 7

## Le chiffre de la semaine : l'inflation

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est établie à **+3,3 % en g.a. en mars 2026** (après **+3,0 % en février**) d'après l'[ONS](#) pour la première

publication depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, ce qui est conforme aux attentes de marché (+3,3 %). Cette évolution de l'inflation s'explique par un effet courant positif (+0,6 %) et un effet de base négatif (-0,4 %).

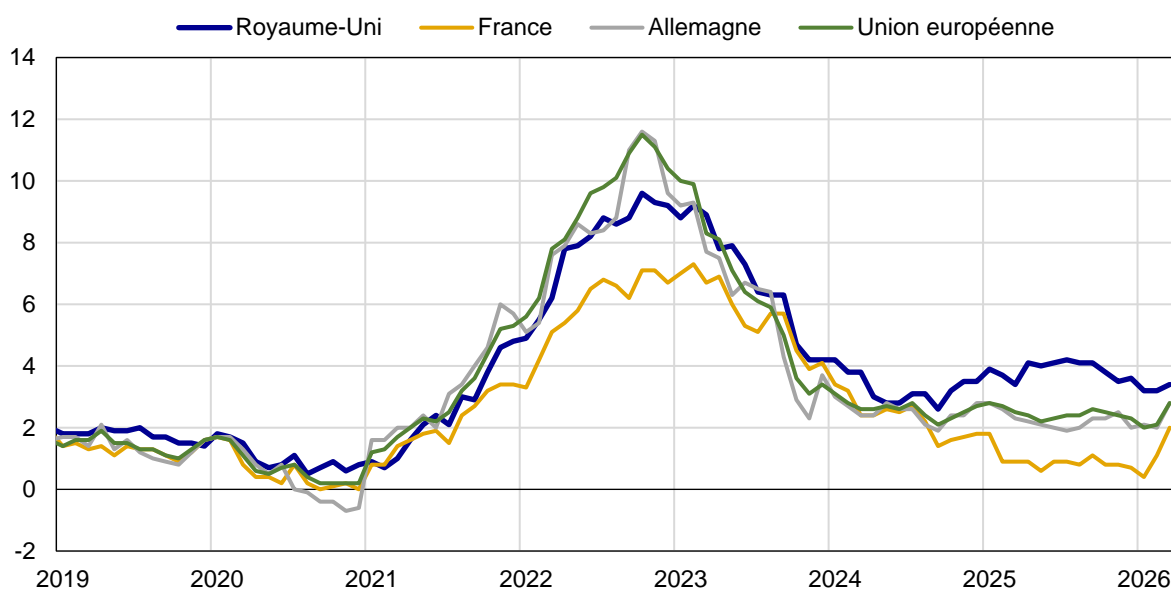
L'inflation sous-jacente a légèrement ralenti par rapport à février (+3,1 %, après +3,2 %), suggérant l'absence, à ce stade, d'une diffusion généralisée des tensions inflationnistes à l'ensemble de l'économie. Les données font surtout apparaître une nette hausse des prix de l'énergie (+5,0 %, après -1,0 %), traduisant la transmission directe du choc via la composante énergétique ; la principale contribution à cette hausse provient des carburants (+4,9, contre -4,6 %). Par ailleurs, l'inflation des services a légèrement augmenté (+4,5 %, après +4,3 %), en lien notamment avec la hausse des tarifs aériens (+10,0 % sur un mois). Ces données seront suivies de près par le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre lors de sa réunion du 30 avril. À ce stade, le léger recul de l'inflation sous-jacente suggère une diffusion encore limitée du choc énergétique à l'ensemble des prix. Des effets de second tour, notamment via les services et les salaires, ne peuvent toutefois être exclus si le choc venait à se prolonger. Leur ampleur devrait néanmoins rester plus limitée qu'en 2022, dans un contexte de demande plus faible et de marché du travail moins tendu.

LE CHIFFRE À RETENIR

**+3,3 %**

## Le graphique de la semaine

Evolution de l'inflation de janvier 2019 à mars 2026 (IPCH, en glissement annuel, en %)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : mars 2026

## En bref

- Depuis le 21 avril, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1547 € (+0,4 %). De même, la livre s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3546 \$ (+0,3 %).
- Au 27 avril, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en hausse, le rendement à 10 ans augmente à 4,98 % (+8,7 pdb), le gilt à 30 ans augmente légèrement à 5,67 % (+6,8 pdb).
- La Financial Conduct Authority (FCA) [approuve](#) l'entreprise Asset Match comme le troisième opérateur de plateforme d'échange intermittent de titres d'entreprises non cotées (PISCES, voir [Brèves n°30](#) en 2025).
- L'association d'intérêt du secteur, *Finance & Leasing Association*, annonce qu'elle ne contestera pas le mécanisme de dédommagement de la FCA dans l'affaire des crédits automobiles (voir [Brèves n°13](#)).
- HM Treasury publie ses [conclusions](#) à la consultation sur l'absorption du régulateur des paiements (*Payment Systems Regulator* ou PSR) au sein de la FCA.  
Les clients particuliers pourront de nouveau acquérir des crypto *ETNs* grâce à la start-up [Stratiphy](#) qui propose ce produit ainsi que des comptes *Innovative Finance ISAs* (voir [Brèves n°9](#)).
- Le [Financial Times](#) fait état de la situation de fonds de pension dont le portefeuille est très exposé à des actifs non cotés qui pourraient s'avérer difficiles à céder.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**Contre toute attente, les [indicateurs d'activité](#) d'avril témoignent d'un optimisme sur la conjoncture, tandis que les tensions inflationnistes apparaissent orientées à la hausse.** L'enquête PMI signale une accélération de l'activité du secteur privé après un point bas de six mois en mars, portée par le redressement de l'industrie manufacturière (53,6 après 51,0), à son plus haut niveau depuis près de quatre ans et, dans une moindre mesure, par les services (52,0 après 50,5). Cette amélioration pourrait toutefois refléter en partie des effets temporaires, liés à des achats anticipés face aux craintes de hausses de prix et de perturbations d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient. En parallèle, les pressions sur les coûts se renforcent nettement, notamment dans les services, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. L'indice PMI des prix des intrants dans les services a enregistré sa plus forte hausse mensuelle depuis la création de cette enquête, tandis que l'indicateur des prix facturés par les entreprises a atteint son plus haut niveau depuis février 2023. Par ailleurs, le volume des [ventes au détail](#) a progressé de +0,7 % en mars, après un recul de -0,6 % en février, portant la hausse à +1,6 % au premier trimestre 2026.

**En revanche, la confiance des consommateurs, mesurée par [l'indice GfK](#), se dégrade nettement en avril, en baisse de quatre points (-25 après -21 en mars 2026), enregistrant ainsi un troisième recul mensuel consécutif.** Il s'agit de la plus forte baisse mensuelle depuis un an, lorsque Donald Trump avait annoncé son « Liberation Day », et le niveau atteint est le plus faible depuis octobre 2023. La dégradation la plus

importante concerne la perception de la situation économique générale. À l'inverse, l'indice d'épargne progresse, ce qui suggère une hausse de l'épargne de précaution dans un contexte d'incertitude élevé.

## Finances publiques

**Selon l'*Office for Budget Responsibility (OBR)*, l'emprunt public net a atteint 132,0 Md£ sur l'exercice budgétaire 2025-26.** L'emprunt public (i.e. le déficit public) cumulé depuis le début de l'exercice budgétaire 2025-26 (d'avril 2025 à mars 2026) est inférieur de 19,8 Md£ à son niveau lors de l'exercice 2024-25 et ressort légèrement en deçà de la trajectoire prévue par l'OBR en mars (-0,7 Md£). Sur l'ensemble de l'exercice, les recettes publiques se sont établies à 1 121,5 Md£, en hausse de 87,2 Md£ par rapport à 2024-25, tandis que les dépenses publiques ont atteint 1 246,3 Md£, soit une augmentation de 57,9 Md£. Tant les recettes que les dépenses se sont révélées inférieures aux prévisions de l'OBR (-3,8 Md£). Selon l'*Office for National Statistics (ONS)*, l'emprunt public mensuel s'est élevé à 12,6 Md£ en mars 2026, en baisse de 1,4 Md£ par rapport à mars 2025, mais supérieur de 2,1 Md£ à la prévision de l'OBR. Pour rappel à l'issue du quatrième trimestre 2025, la dette publique (au sens de Maastricht) s'élevait à 102,3 % du PIB. La mesure d'endettement prise en compte dans les règles budgétaires britanniques depuis octobre 2024 – le passif financier net (PSNFL) – atteint 83,3 % du PIB en mars.

**L'*Institute for Fiscal Studies (IFS)* vient de publier un rapport sur les inégalités et la façon dont elles pourraient être atténuées par les politiques publiques.** Le think tank considère que la réduction des inégalités ne peut reposer sur le seul levier redistributif et souligne le caractère multidimensionnel des inégalités (revenus, patrimoine, santé, éducation, disparités territoriales, mobilité sociale) ainsi que leurs fortes interdépendances. Dans ce cadre, l'IFS juge qu'un impôt sur le haut patrimoine constituerait un instrument imparfait, en raison de difficultés de mise en œuvre, de risques de mobilité fiscale des ménages les plus aisés et d'effets potentiellement défavorables sur l'épargne et l'investissement. L'institut privilégie une réforme de la fiscalité existante sur le capital (plus-values, successions) ainsi que des politiques agissant en amont sur les déterminants des inégalités, notamment l'éducation, la santé, l'emploi et les déséquilibres régionaux.

**Selon le rapport annuel de l'*OCDE* sur la taxation du travail, le Royaume-Uni a enregistré en 2025 la plus forte hausse du « coin fiscal » (*tax wedge*) parmi les pays de l'*OCDE*.** Cet indicateur, qui mesure l'écart entre le coût total du travail pour l'employeur et le revenu net perçu par le salarié, a augmenté de 2,45 points, à 32,4 % du coût total du travail, pour un salarié célibataire et sans enfant, rémunéré au salaire moyen. Cette hausse reflète principalement le relèvement des cotisations patronales (*National Insurance Contributions*) à compter d'avril 2025, ainsi que les effets du gel prolongé des seuils d'imposition sur le revenu jusqu'en 2031, impliquant que la hausse des salaires entraîne des changements de tranche. Si le niveau de taxation du travail au Royaume-Uni demeure inférieur à la moyenne de l'OCDE (35,1 %) et nettement en deçà de celui observé en Allemagne (49,3 %) ou en France (47,2 %), sa progression s'inscrit dans un contexte d'une politique plus interventionniste du parti travailliste financée, entre autres, par la hausse des prélèvements obligatoires.

Selon [Barclays](#), le Royaume-Uni pourrait réduire sa charge d'intérêt d'environ 2,5 Md£ par an en assouplissant le traitement prudentiel des *gilts* détenues par les banques, afin d'encourager ces dernières à accroître leurs achats de dette publique britannique. Selon la banque, une telle mesure, qui exclurait par exemple du calcul du ratio de levier les *gilts* non utilisés comme collatéral, pourrait accroître la demande des établissements britanniques pour les *gilts* d'environ 150 Md£, ce qui contribuerait à réduire les rendements souverains à 10 ans d'environ 20 points de base et à diminuer la charge d'intérêt du Trésor de près de 2,5 Md£ par an toutes choses égales par ailleurs. Barclays souligne également qu'une baisse des rendements souverains pourrait se transmettre aux taux hypothécaires, réduisant le coût du crédit pour les ménages. La mesure apparaît toutefois peu probable à ce stade. La Banque d'Angleterre y est opposée, estimant qu'un tel assouplissement affaiblirait le cadre prudentiel en augmentant sensiblement le levier bancaire.

## Marché du travail

Selon l'[ONS](#), le taux de chômage a reculé à 4,9 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) au trimestre glissant de décembre 2025 à février 2026, après 5,2 % en janvier, mais en hausse par rapport à février 2025 (4,4 %, en trimestre glissant). L'économie britannique compte 1,78 millions de chômeurs, soit 60 000 de moins qu'au trimestre précédent. Le marché du travail compte 24 000 individus en emploi supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 34,3 millions d'individus. Chez les 16-64 ans, le taux d'emploi se maintient à 75,0 % ; l'objectif du gouvernement étant d'atteindre 80,0 %. Dans le même temps, le taux d'inactivité (16-64 ans) s'établit à 21,0 % (après 20,8 % au trimestre précédent) – à un niveau proche de son niveau pré-pandémie. Le nombre d'[emplois vacants](#) diminue de près de 3,9 %, atteignant 711 000, soit son niveau le plus faible depuis début 2021. Par ailleurs, la [croissance annuelle des salaires](#) nominaux ralentit légèrement à +3,6 % sans considérer les bonus (après +3,8 % au trimestre précédent). Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres et d'un faible taux de réponse au Labour Force Survey de l'ONS.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

La *British Chambers of Commerce* (BCC) a publié un [rapport](#) sur la sécurité économique, appelant le gouvernement à se doter d'un outil inspiré de l'instrument anti-coercition de l'UE. La BCC alerte sur la nécessité de faire la sécurité économique du Royaume-Uni une priorité, l'économie britannique étant aujourd'hui fragilisée par une série de chocs externes qui ont durablement affecté la compétitivité des entreprises cette dernière décennie. Dans un contexte marqué par les menaces tarifaires américaines liées à la [Digital Services Tax](#) et aux [standards sanitaires et phytosanitaires](#) britanniques, l'organisation appelle à un renforcement rapide des outils de défense commerciale, notamment via la création d'un « *trade bazooka* » permettant de répondre aux mesures coercitives étrangères. Elle recommande également une coordination accrue de la politique de sécurité économique sous le

Premier ministre, avec la mise en place d'un comité interministériel dédié (*Economic Security Cabinet Committee*), afin de mettre en œuvre, entre autres, des stratégies visant à sécuriser l'accès à des intrants critiques (énergie, acier, semi-conducteurs, minerais). Enfin, la BCC souhaite que le gouvernement adopte une approche ferme face à l'*Industrial Accelerator Act* de l'UE qui instaure une préférence européenne dans certains secteurs stratégiques, afin de garantir l'intégration des entreprises britanniques dans les chaînes d'approvisionnement européennes. Ces recommandations visent à protéger davantage l'économie britannique face à une instabilité internationale devenue structurelle, et d'éviter un décrochage du Royaume-Uni face à des partenaires mieux équipés en matière de défense commerciale.

**La Trade Remedies Authority (TRA) propose l'instauration de [droits antidumping](#) sur les importations de tôles d'acier laminées à chaud en provenance de Corée du Sud.** Cette mesure résulte d'une enquête révélant l'existence de pratiques de dumping. La mesure proposée consisterait à appliquer des droits de douane aux plaques d'une largeur comprise entre 600 mm et 2 500 mm (droits entre 7,04 % et 22,27 %) ou à l'ensemble des produits au-delà de 600 mm (droits entre 5,98 % et 24,28 %). La TRA poursuit sa consultation jusqu'en mai 2026 et pourra, à l'issue de l'enquête, recommander l'adoption, la modification ou l'abandon de ces mesures.

**La TRA a publié ses [conclusions](#) dans le cadre d'un *expiry review* concernant les droits antidumping sur les importations de tubes et tuyaux soudés en provenance de Chine et du Belarus.** La TRA estime que la suppression des mesures entraînerait la reprise du dumping et du préjudice pour l'industrie britannique, justifiant leur maintien. Elle propose ainsi de prolonger les droits existants pour cinq années supplémentaires à des niveaux inchangés, soit 38,1 % pour le Belarus et 90,6 % pour la Chine. Ces produits, essentiels pour les chaînes d'approvisionnement industrielles (notamment dans la construction et les systèmes de plomberie), faisaient l'objet de mesures de défense commerciales de l'UE transposées ensuite dans le cadre britannique.

## Sanctions

**Le gouvernement britannique prévoit de [renforcer](#) les contrôles sur les licences d'exportation afin d'éviter que des biens produits au Royaume-Uni ne soient réexportés vers la Russie via des pays tiers, contournant ainsi les sanctions liées à la guerre en Ukraine.** Les nouvelles règles permettraient d'imposer des licences obligatoires pour les exportations vers des pays jugés à risque de détournement, alors qu'auparavant les autorités se limitaient souvent à émettre des avertissements. Cette réforme s'inscrit dans un effort plus large pour combler les failles du régime de sanctions, après plusieurs cas ayant mis en évidence des transferts indirects de technologies sensibles susceptibles d'alimenter l'industrie militaire russe.

## Actualités financières

### Réglementation financière

**Le Royaume-Uni allège les exigences liées au *Senior Managers and Certification Regime (SM&CR)* applicable aux principaux décideurs des entreprises du secteur financier.** Le SM&CR a été établi après la crise financière de 2008, afin de s'assurer que les décisionnaires puissent être tenus responsables de leurs actions ; mais ce régime d'autorisation et de contrôle était jugé comme coûteux et chronophage par le secteur.

[La Financial Conduct Authority \(FCA\)](#) et la [Prudential Regulatory Authority \(PRA\)](#) ont annoncé de manière concomitante leurs bilans de la consultation menée ces derniers mois : les deux régulateurs confirment des flexibilités sur les changements temporaires de titulaires de fonctions (avec un allègement de la « règle des 12 semaines » de la PRA) et sur les cumuls de fonctions. Avec d'autres changements de seuil, la FCA estime que le nombre de personnes qui devront se soumettre à la certification au titre du régime SM&CR diminuera de 15 %. En parallèle, le gouvernement prévoit d'engager des modifications de la loi, afin que le [régime de certification](#) applicable à l'encadrement intermédiaire des entreprises du secteur ne soit plus de niveau législatif.

**Le régime britannique sur les stablecoins est amendé avant même son entrée en vigueur.** Le *Financial Services and Markets Act 2000 (Cryptoassets) Regulations 2026*, publié en février 2026, a établi un régime d'encadrement des cryptoactifs (incluant l'émission de stablecoins) qui doit entrer en vigueur en octobre 2027. Le gouvernement a publié un [projet de Statutory Instrument](#) révisant ce régime, soumis à consultation jusqu'au 22 mai. Ce projet vise à permettre aux entreprises fournissant des services de paiement en stablecoins de ne pas avoir besoin d'obtenir une licence dans les cryptoactifs. Le gouvernement souhaite ainsi que ces entreprises relèvent plutôt d'un futur régime « unique et cohérent » sur les paiements traditionnels et les paiements tokenisés, y compris les stablecoins et les dépôts tokenisés, dans le cadre d'une réforme à venir sur les paiements dont les premiers contours ont été présentés lors de la [Fintech Week](#).

## Marchés financiers

**La campagne de promotion de l'investissement des particuliers est lancée dans un contexte d'incertitude sur la réforme des comptes d'épargne ISA.** Cette campagne [Invest for the Future](#) doit encourager les citoyens britanniques à placer leur épargne dans des supports d'investissements (plutôt que des supports liquides), de sorte à obtenir de meilleurs résultats à long terme. Soutenue par le gouvernement (qui la souhaitait) et la FCA, la campagne est mise en œuvre par l'*Investment Association* (principale fédération des entreprises de la gestion d'actifs) et une vingtaine d'entreprises du secteur, avec à sa tête Sasha Wiggins, CEO de l'activité banque privée et gestion de fortune de Barclays. Elle devrait se déployer en ligne, en affiches et à la télévision avec un écureuil (*Savvy the Squirrel*) pour mascotte. Le [Financial Times](#) relève cependant que l'engouement des Britanniques pour l'investissement retail pourrait pâtir du manque de clarté sur la réforme de la fiscalité applicable aux les comptes ISA (*Individual Savings Accounts*) : plus particulièrement, certains titres jugés trop liquides dans les *Stocks-and-Shares ISAs* pourraient faire l'objet d'un abaissement de plafond de défiscalisation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)